

ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

2015 -2016

L'Union Economique Eurasiatique : prétextes idéologiques, calculs géopolitiques

**(Le processus d'intégration eurasiatique comme levier
russe d'influence)**

Chef d'escadron Thibault Fallas

Sous la direction de

Jean-Christophe Romer

Professeur des universités à l'IEP de Strasbourg

Résumé

Quand l'URSS s'effondre en 1991, quinze Etats accèdent à l'indépendance sans y avoir réellement été préparés. La création de la CEI semblait donc être une étape logique pour intégrer l'économie de marché. L'idée d'une intégration économique et militaire de l'espace eurasiatique répond en revanche moins à une volonté de prolonger les liens issus de ce passé qu'à celle de retrouver puissance et compétitivité tout en se ménageant un espace économique et sécuritaire favorable dans un environnement devenu hostile. Même si les idéologies eurasistes ont retrouvé depuis les années 90 un certain enthousiasme auprès d'une partie de l'élite russe, le processus d'intégration a principalement été nourri par des préoccupations géopolitiques. Les visions eurasistes, en Russie comme au Kazakhstan, servent en effet surtout de vecteur à des conceptions nationalistes de l'espace post soviétique. Cependant, la création d'une Union économique eurasiatique ne traduit aucune volonté russe de retour à l'empire ou à l'URSS. Il s'agit pour la Russie, en retrouvant un leadership reconnu en Eurasie, de préserver son espace économique, de contrer la puissance chinoise et de peser face aux Occidentaux. Pour les pays d'Asie centrale, l'UEE permet également de prévenir les appétits chinois et de garantir la stabilité sécuritaire dans la sous-région mais nécessite en plus de trouver dans d'autres organisations la possibilité de contrebalancer l'influence russe.

Summary

When the USSR collapsed in 1991, fifteen states became independent without having actually been prepared. The creation of the CIS thus seemed a logical step to integrate the market economy. However, the idea of an economic and military integration of Eurasia meets less to a desire to maintain the links from the past than a desire to regain power and competitiveness while providing a favorable economic and security space in an increasingly hostile environment. Although eurasist ideologies have met since the 90's some enthusiasm from a part of the Russian elite, the integration process has mainly been fueled by geopolitical concerns. Indeed, eurasist visions, in Russia and in Kazakhstan, are used as vector for nationalist conceptions of the post-Soviet space. However, the creation of an Eurasian Economic Union does not reflect any desire to return to Russian Empire or the Soviet Union. By gaining a recognized leadership in Eurasia, the aim for Russia is to preserve its economic space, to counter Chinese power and to weight with Westerners. For the countries of Central Asia, the EEU also prevents Chinese appetites and ensures security stability in the sub region but compels them to find in other organizations the opportunity to counterbalance Russian influence.

Les Russes portent un regard contrasté sur la période soviétique qui a marqué et qui marque encore l'histoire de leur pays. "*La fin du communisme a été une bénédiction, la fin de l'URSS, une malédiction*", entend-on ainsi souvent. S'ils ne semblent pas regretter le système communiste, ils éprouvent en revanche une grande fierté pour la place particulière qu'occupait l'Union soviétique dans le concert des Nations et un certain regret pour la disparition de l'*homo sovieticus*¹. Et Vladimir Poutine, comme nombre de Russes, semble partager ce point de vue. Le 25 avril 2005, lors de son adresse à l'Assemblée fédérale, il eut ce mot, désormais célèbre : « *la chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géopolitique du 20^{ème} siècle* » reprenant ainsi un thème récurrent des années Eltsine. Si elle n'a peut-être pas été la plus grande, la disparition de l'Union soviétique a néanmoins objectivement constitué une rupture géopolitique profonde. Mais Vladimir Poutine semble mêler à cette analyse un point de vue affectif. En effet, il déclara également que « *celui qui ne [regrettait] pas [sa] destruction [...] [n'avait] pas de cœur*² » et, lors du discours célébrant la réintégration de la Crimée dans la Fédération, il prit un ton emphatique : « *ce qui semblait incroyable, malheureusement, est devenu une réalité : l'URSS s'est désintégrée*³ ». Ces trois phrases prononcées par le chef de l'Etat accréditent l'hypothèse d'une volonté du pouvoir russe de réparer une erreur de l'Histoire ; hypothèse à laquelle la nouvelle Union économique eurasiatique (UEE) semble donner corps.

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et réunissant cinq des anciennes républiques soviétiques (Arménie, Biélorussie, Kirghizistan, Kazakhstan et Russie), l'Union économique eurasiatique semble effectivement constituer le prélude à la résurrection d'une autre Union disparue quelque vingt-cinq ans auparavant. D'ailleurs, ce projet d'intégration économique est soutenu par l'idéologie eurasiste, selon laquelle l'espace post soviétique constituerait un ensemble géographique et civilisationnel propre, ce qui justifie, pour les Russes, le retour à une sorte d'empire dominé par Moscou. Car plus que la nostalgie du communisme, c'est surtout la nostalgie impériale qui affecte la Russie. Pourtant, si les décennies 1980 et 1990 ont été marquées par le développement de courants néo-eurasistes avec des philosophes comme Panarin et Douguine, l'UEE couronne un processus initié en 1994 par le président du Kazakhstan Nursultan Nazarbaev, dont l'objectif n'est probablement pas d'inféoder son pays à son puissant voisin ni, a fortiori, de trop s'en éloigner. De plus, l'apparition de cette Union

¹ Ce regret est particulièrement perceptible dans l'ouvrage d'ALEXIEVITCH Svetlana, *La fin de l'homme rouge*, Actes Sud, 2013.

² Discours de Vladimir Poutine le 9 février 2000, in ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Solin/actes Sud, 2015, page 26.

³ *Ibid.*, page 27.

fait potentiellement émerger un nouveau bloc géopolitique, organisé par et autour de la Russie et qui s'inscrit dans un processus général de retour de Moscou sur la scène internationale. Enfin, il n'aura fallu que quelques années pour créer cette organisation, période de temps peut être suffisante pour harmoniser des législations mais trop courte pour harmoniser des économies aussi différentes et ce d'autant plus que les Etats membres commercent prioritairement avec des pays extérieurs à l'UEE. Ce laps de temps réduit, associé à des échanges internes somme toute limités, laisse imaginer que le processus a été volontairement précipité et que ces objectifs ne sont donc pas qu'économiques mais prennent leur source, au contraire, dans une situation internationale de plus en plus complexe et hostile. On peut donc se demander si, finalement, le processus d'intégration eurasiatique répond réellement à une idéologie eurasiste, c'est à dire à une conception particulière du monde eurasiatique, à de simples intérêts économiques ou s'il répond, pour la Russie, à la volonté de restaurer puissance et influence. Mais quels seraient alors, dans ce cas, les intérêts des anciennes républiques soviétiques de revenir dans le giron de Moscou alors qu'elles ont eu tant de mal à accéder à l'indépendance ? Etant donné l'étendue du sujet, cette étude s'attachera principalement à montrer les fondements idéologiques et géopolitiques russes, et dans une moindre mesure kazakhstanais, du processus d'intégration économique dans l'espace post-soviétique. Elle cherchera également à démontrer que cette intégration doit davantage à des considérations politiques qu'à une volonté ou un élan naturel des peuples.

En effet, malgré un passé commun et l'apparente facilité avec laquelle le processus d'intégration s'est développé, l'UEE est un processus tardif qui n'était pas nécessairement la meilleure option économique pour ces Etats désireux d'intégrer l'économie de marché. De plus, si l'idéologie eurasiste semble justifier la cohérence d'une aire culturelle de Minsk à Vladivostok, elle est en réalité plurielle et masque difficilement ses portées nationalistes comme le pragmatisme politico-économique des dirigeants. Enfin, quoique réels, les gains économiques espérés avec cette intégration économique sont en réalité moins importants que les avantages géopolitiques que les protagonistes du projet espèrent en retirer.

I. Un processus mû par la volonté des chefs d'Etat

a. L'Union européenne de l'Est

Lorsque l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) s'effondre en 1991, douze républiques soviétiques accèdent à l'indépendance (les trois républiques baltes étant déjà sorties de l'URSS). Certaines l'ont peu expérimentée au cours de leur histoire, d'autres ne l'ont jamais connue. Bien qu'héritière de l'URSS sur la scène internationale, la Fédération de Russie, dans ses frontières actuelles – c'est-à-dire plus ou moins celles du début du règne de Pierre le Grand en 1682 ! -, est également un pays neuf qui doit se définir par rapport à ses nouveaux voisins. La dissolution de 1991 constitue en ce sens une rupture géopolitique plus importante pour la Russie que la révolution de 1917.

L'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2015, des accords d'Astana (29 mai 2014) fit apparaître une Union économique eurasiatique (UEE) et consacra l'aboutissement d'un processus d'intégration de près de deux décennies. Projet phare du troisième mandat de V. Poutine (2012-2016) et priorité de la politique étrangère russe, l'intégration eurasiatique doit créer « *un marché colossal de plus de 165 millions de consommateurs, avec une législation unifiée, une liberté de circulation des capitaux, des services et des travailleurs* »⁴. En corolaire, ce projet doit également augmenter le volume des biens de consommation et amener leur qualité au niveau des standards européens. Pour Viktor Kristenko, président de la Commission eurasiatique, l'organe de gouvernance de l'Union, l'UEE constitue la réponse de l'espace post soviétique à la mondialisation et vise principalement à élargir le marché intérieur.⁵

En dépit de la création de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) en décembre 1991, les premières années qui suivent la fin de l'URSS font peu l'objet d'initiative en faveur d'une intégration eurasiatique. En 1993, l'instauration d'une zone employant une monnaie unique, le rouble, est discutée entre l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Cependant, le projet échoue en raison des réticences de la Russie à assumer son coût financier, quelle estime trop lourd pour sa situation économique. Le 29 mars 1994, lors d'une intervention à l'université d'Etat Lomonossov de Moscou, le président de la République du Kazakhstan, N. Nazarbaev, émet pour la première fois l'idée d'une union eurasiatique afin de lutter contre la désintégration de l'ancien espace post soviétique. Il en détaille également les principales caractéristiques : zone économique commune, suppression des barrières douanières pour les mouvements de biens, des capitaux

⁴ POUTINE Vladimir, *Novyy integratsionnyi proekt dlya Evrazii – buduchtchee, kotoroe rozhdaetsya segodnya* (Nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie, un futur qui naît aujourd'hui), Izvestia, 3 octobre 2011.

⁵ *Evraziiskaya ekonomicheskaya integratsiya : tsifry i fakty* (L'intégration économique eurasiatique : chiffres et faits), Commission de l'Union eurasiatique, 1^{er} semestre 2015.

et des travailleurs, harmonisation des législations et des politiques macroéconomiques. Dans son esprit, ce nouveau projet doit reposer sur une nouvelle base économique, pragmatique et avantageuse pour tous. Une Organisation de coopération centre-asiatique (OCCA), regroupant les pays d'Asie centrale, est créée⁶. En 1995, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie signe un accord d'Union douanière (CU-95) basée sur une compréhension partagée de la nature commune des intérêts stratégiques nationaux et qui doit permettre l'apparition d'une concurrence bienveillante entre les entreprises des Etats membres. En 1997, la Russie et la Biélorussie s'unissent dans une Union confédérale intergouvernementale. Celle-ci consiste en une « *union commerciale, économique, militaire, douanière, agricole, monétaire, industrielle, financière, énergétique, humanitaire, juridique, scientifique, technologique et culturelle*⁷. » Le Kirghizstan et le Tadjikistan rejoignent cette union douanière en 1999 et le principe d'un espace économique commun est accepté. En 2000, la CU-95 est remplacée par une Communauté économique eurasiatique (CEE) entre la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan⁸. Cette communauté se veut essentiellement économique et promeut une intégration douanière renforcée entre ses membres ainsi qu'une unification normative et un processus de réforme structurelle des économies. Elle envisage également, à terme, la création d'une union économique et monétaire. La CEE met en place une cour qui peut être saisie par les différents acteurs économiques et un espace économique commun est peu à peu étudié. En 2003, le travail d'élaboration de la base législative pour l'espace économique commun débute réellement. L'Ukraine rejoint le projet d'intégration eurasiatique mais son implication décline rapidement. L'année 2006 voit la fusion de la CECA au sein de la CEE et, à compter de l'été, la création d'un Espace économique unique (EEU) qui rassemble zone de libre-échange et union douanière avec la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie. Le Kirghizstan et le Tadjikistan expriment leur souhait de les rejoindre dès que leur situation économique le leur permettra. En octobre 2007, un traité crée un territoire douanier commun et initie la formation d'une union douanière rénovée (UD). Celle-ci entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010 sur les territoires biélorusse, kazakhstanais et russe, et s'accompagne de la mise en place d'un Code commun des douanes ainsi que d'une

⁶ Fondée en 1991 sous le nom de Communauté centre-asiatique, puis Union économique centre-asiatique en 1994, l'OCCA regroupe le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Renommée Coopération économique eurasiatique en 1998, elle est devenue Communauté économique centre-asiatique (CECA) en 2002 avec l'adjonction de la Russie comme Etat-membre et de la Géorgie, l'Ukraine et la Turquie comme Etats-observateurs.

⁷ *Géopolitique de la Russie*, Diplomatie n° 5, octobre novembre 2011, page 49.

⁸ L'Arménie, la Moldavie et l'Ukraine disposent du statut d'observateur.

Commission. Le 1^{er} juillet 2011, les contrôles douaniers cessent entre ces pays, achevant de créer le territoire douanier commun.

La phase suivante dans l'approfondissement du processus d'intégration commence le 1^{er} janvier 2012 avec la formation d'un Espace économique commun (EEC) et l'entrée en vigueur de la Cour de la CEE. C'est donc un véritable marché commun de près de 170 millions de consommateurs qui voit le jour, où seront libres de circuler, dès 2015, capitaux, biens et main d'œuvre. Dans ce cadre, des accords sont signés dans les domaines clefs de la régulation économique : macroéconomie, concurrence, subventions, transports, énergie, tarifs des monopoles naturels. Les années 2013 et 2014 sont consacrées à l'élaboration d'accords permettant d'approfondir le processus d'intégration économique. Le 29 mai 2014, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie signent à Astana l'accord de création d'une nouvelle union : l'Union économique eurasiatique (UEE), basée sur quelque 68 accords internationaux. En août, l'Arménie rejoint le projet et le Kirghizistan se voit assigner une feuille de route. Elle devient effective le 1^{er} janvier 2015 et, en août 2015, le Kirghizistan la rejoint.

Cette UEE, qui associe en une même entité Union douanière et Espace économique commun, est fondée sur le respect du droit international et le respect d'une égale souveraineté entre ses membres, des particularités politiques et des principes de marché. Le processus d'intégration est donc, du moins officiellement, un processus qui se veut principalement économique. Cependant, il ne saurait se limiter à la seule élaboration d'une union économique.

En effet, l'aspect économique se double d'un aspect militaire *via* l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), créée en 2002⁹ sur la base du traité de sécurité collective de 1992 qui devient organisation permanente. Cette organisation militaire régionale regroupe en son sein six Etats (Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan¹⁰) et, à l'instar de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), promeut l'intégration militaire et la coopération militaro-technique entre ses membres. Elle vise ainsi à développer l'unification des procédures et des procédés, l'harmonisation des matériels et des équipements et prévoit une assistance mutuelle en cas d'agression de l'un des membres. Son domaine d'activité concerne notamment l'élaboration de réponses conjointes à des défis communs tels que les agressions extérieures, le séparatisme, le terrorisme et les trafics de stupéfiants. Pour ce faire, l'organisation conduit régulièrement des exercices interarmées d'une certaine

⁹ Jusqu'au sommet d'Istanbul (1999), la Russie a privilégié l'OSCE pour tout ce qui concernait les questions paneuropéennes de sécurité. ROMER Jean-Christophe, *Russie-Europe : des malentendus paneuropéens*, Paris, L'Inventaire, 2015, page 69. La création, en 2002, de l'OTSC confirme bien le choix russe de gérer sans les Européens de l'Ouest une partie de la sécurité du continent eurasien.

¹⁰ C'est-à-dire les cinq Etats membres de l'UEE et le Tadjikistan.

ampleur (*Tsentr, Zapad, Kavkaz*, etc.) et dispose d'une force collective d'intervention rapide (KSBR¹¹). La similitude des intégrations économique et militaire a même conduit certains dirigeants à s'interroger sur la pertinence de les fusionner. Pour le président ouzbek Karimov, elles ont en effet « *des agendas similaires et font souvent doublon. [...] En cas de fusion, une telle organisation serait beaucoup plus efficace.* »¹²

Le but de l'intégration eurasiatique n'est pas de se limiter aux quelques pays membres qui la constituent actuellement mais bien de s'élargir à tous les pays de l'espace post soviétique¹³. Le 6 octobre 2007, lors du sommet de Douchanbé, Vladimir Poutine insistait¹⁴ alors sur la nécessité de créer un « *organe transnational* »¹⁵, qui garantirait une stricte égalité des Etats-membres, mais laissait également entendre la volonté d'approfondir le processus d'intégration en transférant, de fait, certaines prérogatives des Etats sous la responsabilité de cet organe supranational. Il précisait également que l'Union douanière se composait *initialement* de trois pays, indiquant par-là que le projet avait vocation à s'élargir. Le 7 mai 2012, Vladimir Poutine déclarait qu'il souhaitait que la Russie « *[devienne] le leader et le centre de gravité de toute l'Eurasie* »¹⁶ ; or, cette Eurasie va « *de la Baltique et des Carpates jusqu'à l'Océan Pacifique* »¹⁷. L'Union économique eurasiatique doit donc être appréhendée comme un espace ayant vocation à être plus large que la simple union économique de cinq pays. L'objectif est en effet d'harmoniser, voire d'uniformiser, cet espace. En 2016, un marché commun des médicaments et des moyens médicaux doit voir le jour et un opérateur logistique unique, la Société unie de transport et de logistique (OTLK), chargé de l'organisation du transport ferroviaire de conteneurs dans les Etats de l'UEE doit, d'ici 2020, transporter quelques 4,2 millions EVP (équivalent 20 pieds), dont un million en transit¹⁸. Pour 2025, un marché commun des énergies (gaz, pétrole) et un organe supranational de régulation des marchés financiers devraient également être créés.

Ce nouveau pôle économique qui se construit en Eurasie possède déjà une certaine attractivité. Plus de 30 Etats se sont en effet déclarés intéressés par des accords de libre-

¹¹ *Kollektivnye sily bystrogo reogirovaniya.*

¹² *OTSC – CEEA : le président ouzbek prône la fusion des deux organisations*, RIA-Novosti, 6 juin 2008 in Sputniknews.com.

¹³ POUTINE, *op.cit.*

¹⁴ SLASKI B. et DREYFUS E., *Quelle union eurasiatique ?* Diploweb, 30 janvier 2014.

¹⁵ Le 12 décembre 2008, la Commission de l'Union douanière sera créée.

¹⁶ ELTCHANINOFF, *op.cit.*, page 103.

¹⁷ Evocation, en 2000, de l'Eurasie par V. Poutine in ELTCHANINOFF, *op.cit.*, page 146.

¹⁸ SHIKHATOVA Rusina, *Evrasiiskii ekonomicheskii soyuz : sostoyanie na segodnya (L'union économique eurasiatique : état des lieux)*, Le courrier de Russie, 21 avril 2015.

échange avec l'UEE. Des négociations sont notamment en cours avec l'Égypte, l'Inde et Israël. Le Viêt-Nam avait, quant à lui, déjà négocié des accords de libre-échange avec l'UD. L'intégration eurasiatique présente de fortes similitudes avec l'intégration européenne. Elle s'est en effet réalisée en quatre phases majeures : zone de libre-échange, union douanière, espace économique commun et union économique. Le projet d'Union économique eurasiatique correspondrait d'ailleurs au projet d'Union européenne d'avant 1985¹⁹. Si, en 2010, seules une Union douanière et une zone de libre-échange existaient, différentes structures comparables aux structures européennes ont été créées depuis, dont une Commission économique eurasiatique qui n'est pas sans rappeler la Commission européenne. En outre, et malgré quelques réticences de certains membres, la création d'un Parlement est à l'étude. Enfin, sur l'exemple de l'espace Schengen, l'UEE prévoit la possibilité de se déplacer, vivre, travailler et étudier dans n'importe lequel des États-membres. Les entreprises pourront également s'enregistrer et conduire leurs activités indifféremment en Russie, au Kazakhstan, en Biélorussie, au Kirghizistan ou en Arménie.

Cependant, même si l'intégration eurasiatique présente la même dynamique d'évolution que le processus européen, l'OTSC présente un caractère plus abouti que la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) qui reste, à quelques exceptions près, cantonnée à des déclarations d'intention et à quelques opérations de gestion post crise. Sans préjuger des futurs résultats du projet initié par Astana, Minsk et Moscou, il convient de reconnaître que, sur le papier du moins, ces trois pays se sont en moins de deux décennies dotés d'un panel complet d'outils d'intégration régionale. Pourtant, le mouvement d'intégration est récent.

b. La Russie, un membre moteur qui a longtemps hésité

Dès 1991 et à l'exception des trois États baltes, les nouveaux États indépendants (NEI) se regroupent au sein d'une Communauté des États indépendants (CEI). Son objectif général est de remplacer les liens de subordination qui existaient entre les républiques soviétiques et le pouvoir communiste central, mais également de promouvoir un processus d'intégration économique et politico-militaire entre des États souverains, indépendants mais interdépendants. La CEI est ainsi une organisation multisectorielle qui vise principalement à maintenir et renforcer les liens économiques et à permettre les discussions et les négociations entre ses membres. La charte du 22 janvier 1993 prévoyait déjà, entre autres, l'instauration d'une zone de libre-échange. La Communauté, qui comprenait pourtant des mesures de coopération dans les domaines militaires et sécuritaires, ne parvint cependant pas à résoudre

¹⁹ SLASKI et DREYFUS E, *id.*

les conflits interethniques qui frappèrent la Moldavie (Transnistrie), le Caucase (Géorgie, Haut Karabakh) et l'Asie centrale (Tadjikistan). Les réunions et les sommets successifs firent en outre apparaître des divergences entre tenants d'une intégration étroite et globale (Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan et Kirghizstan) et les autres. Si elle produisait un grand nombre de décisions, d'accords ou de traités, le fonctionnement de la communauté n'était pas contraignant et nombre d'entre eux ne furent jamais ratifiés par les parlements nationaux. Enfin, outre le refus des pays baltes d'en faire partie, la CEI vit certains de ses membres s'éloigner d'elle. Le Turkménistan n'en devint membre associé qu'en 2007 et, en 2008, la Géorgie quitta l'organisation pour protester contre son invasion par la Russie. L'Ukraine, qui était membre participant sans être membre de droit, quitta l'organisation en 2014 pour protester contre l'annexion de la Crimée²⁰. La CEI n'est donc pas parvenue à créer une dynamique commune et, au lieu de maintenir des liens étroits entre les ex-républiques soviétiques, fut en fait, pour l'homme politique moldave Marian Lupu, « *l'instrument du divorce* »²¹. D'ailleurs, le numéro d'Izvestia du 2 février 1992 précisait : « *la CEI est née comme une alliance forcée, suscitée davantage par l'impossibilité de se séparer que par le désir de continuer la vie commune.* »²² Cependant, pour Vladimir Poutine, opposer CEI et UEE serait une erreur car chacune a son rôle à jouer dans l'espace post soviétique et doivent donc se développer conjointement²³. Reste que, contrairement à la CEI et pour ne pas en réitérer les erreurs, l'UEE se doit d'avoir une plus grande structure institutionnelle et une capacité de régulation, notamment dans les secteurs économiques clefs.

La Russie est au carrefour de l'Europe et de l'Asie, et les occidentalistes et les slavophiles s'affrontent depuis le XIX^{ème} siècle pour savoir auquel des deux ensembles la Russie appartient. Ainsi, pour Petr Chadaev (1829), « *Les Russes n'appartiennent à aucune famille de la race humaine ; [ils ne sont] ni de l'Ouest ni de l'Est.* » Dostoïevski, en 1881, ne dit pas autre chose : « *En Europe, nous sommes trop tatars, en Asie nous sommes trop européens.* »²⁴ Cependant, cette première génération d'eurasistes n'avait aucune logique expansionniste ni nationaliste. En 1871, dans La Russie et l'Europe, N. Y. Danilevski, qui appartient déjà à la deuxième génération de slavophiles, estime, quant à lui, que l'inimitié entre la Russie et l'Europe est inéluctable car cette dernière ne souhaite que l'exploitation ou l'humiliation de la

²⁰ Cependant, cette décision du gouvernement provisoire n'a pas été confirmée par la Rada après les élections présidentielles et législatives. Il subsiste donc une grande ambiguïté sur le statut juridique de l'Ukraine au regard de la CEI dont elle n'avait d'ailleurs jamais adopté les statuts.

²¹ SLASKI et DREYFUS, *id.*

²² MARCHAND Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie*, Autrement, 2012, page 61.

²³ POUTINE Vladimir, *op.cit.*

²⁴ Douguine et l'idéologie eurasiste, altd.

Russie. Il propose donc l'union de tous les Slaves sous la direction de la Russie. Pour Michel Eltchaninoff, ce duel « *structure, depuis cette époque, le champ intellectuel russe* ». ²⁵

Lorsque N. Nazarbaev exposa en 1994 son projet d'intégration eurasiatique, en partie pour éviter les conflits armés locaux, il reçut un accueil mitigé tant de Boris Eltsine que des autres dirigeants qui cherchaient plutôt de nouvelles alliances permettant de s'éloigner de la Russie. La priorité des NEI n'était en effet pas à l'intégration mais à la stabilisation. La Russie, dont l'implication était indispensable, traversait une période difficile : crise constitutionnelle (1993), guerre de Tchétchénie (1994), fronde des régions et crise économique profonde (1998). Ainsi, malgré le plaidoyer constant du président kazakhstanais pour le rapprochement des anciennes républiques soviétiques tout au long des années 90, il fallut attendre les années 2000 pour que le processus d'intégration se dote d'une véritable dynamique. De plus, et alors que la Russie n'a jamais considéré l'UE comme sa seule source de développement, l'option européenne occulta longtemps l'option eurasiatique. J.C. Romer rappelle d'ailleurs à ce sujet que la Russie avait conclu en 1994 avec l'UE un accord de partenariat et de coopération qui ouvrait des perspectives de création d'une zone de libre-échange²⁶. Selon le politologue et journaliste russe A. Morozov, Poutine n'était donc pas intéressé dans la première moitié de sa présidence par les projets philosophiques concernant « *la voie particulière de la Russie* »²⁷. Cependant, en octobre 2011, Vladimir Poutine publia dans Izvestya un article relatif à l'intégration eurasiatique²⁸ pour rassurer les populations et les entreprises russes en présentant les avantages de cette intégration et en affirmant qu'elle se construirait en tenant compte des erreurs des autres organisations régionales. Cet article a depuis été considéré comme une sorte de programme présidentiel. Que de chemin parcouru en seulement dix ans...

c. Une idée loin d'être naturelle aux yeux des peuples

On peut d'ailleurs se demander si l'intégration eurasiatique était économiquement la meilleure solution. Si l'on prend le cas du Kazakhstan, nous pouvons en douter. D'après un rapport de la Banque mondiale, la croissance générée par le Kazakhstan en adhérant à l'Union économique eurasiatique ne devrait pas excéder plus de 1,5% dans le meilleur des scénarii, soit moins qu'avec une adhésion à l'OMC²⁹. La principale raison est qu'en adhérant à l'UEE,

²⁵ ELTCHANINOFF, *op.cit.*, page 91.

²⁶ ROMER, *op.cit.*, page 44.

²⁷ ELTCHANINOFF, *op.cit.*, page 36.

²⁸ POUTINE, *op.cit.*

²⁹ KASSENOVA Nargis, *Kazakhstan and Eurasian Economic Integration: Quick Start, Mixed Results and Uncertain Future*. Russie.Nei.Reports n° 14, 2012. Pourtant, les deux ne sont pas antinomiques puisque le Kirghizstan l'a rejointe (sans en parler à ses partenaires) en 1998.

le pays commercera surtout avec la Russie et la Biélorussie et se coupera *de facto* d'autres partenaires commerciaux. De plus, bien que l'accès aux oléoducs et gazoducs russes lui fût facilité dans le cadre de l'UD, il s'est accompagné d'un renforcement des taxes lié à l'harmonisation des tarifs douaniers dans le cadre de la suppression des barrières douanières. L'augmentation du prix des produits importés, et du coût de la vie, en fut donc la conséquence. La Russie et la Biélorussie avaient déjà harmonisé 95% de leurs taxes douanières depuis 1995 et, lors de la finalisation des tarifs douaniers en 2009, n'eurent à augmenter respectivement que 14% et 7% de leurs taxes. Le Kazakhstan, lui, dû augmenter 45% des siennes³⁰. Le Kazakhstan a, certes, la paternité du projet d'intégration mais il s'agit du projet d'un homme, Nursultan Nazabaev, et, économiquement, le moins justifié.

Il présente en outre de nombreux risques politiques. Au sein de l'Union européenne, le transfert de prérogatives a été possible car, même si les pays ont un poids démographique, économique, militaire ou politique différent, aucun n'écrase les autres de sa prédominance. Or, ce n'est pas le cas de l'UEE où le poids de la Russie fait craindre la création d'une sorte de fédération de vassaux regroupés autour d'elle. En outre, le projet d'intégration comporte le risque de fragmenter l'Asie centrale avec le développement de l'instabilité car aucun mécanisme de succession politique fiable n'a été mis en place alors que la zone est minée par les nationalismes et le terrorisme, notamment islamiste. Mais ni le Kazakhstan, ni la Russie n'ont vraiment élaboré de plan contre cela.

Les raisons qui ont conduit à l'Union douanière puis à l'Union économique relèvent donc davantage de la politique que de l'économie. Le projet d'UEE, soutenu dès le début par les dirigeants biélorusse et kazakhstanaï, constitue la priorité de Vladimir Poutine depuis 2012. Or, les régimes de ces trois hommes politiques sont autoritaires et l'avis des élites et des populations ne sont pas nécessairement pris en compte. En effet, les Russes se révèlent peu enthousiastes à l'idée de financer le développement d'autres pays au détriment de l'amélioration de leurs conditions de vie, de même que les Biélorusses et les Kazakhstanaï redoutaient, comme expliqué *supra*, une harmonisation des tarifs douaniers et que la Russie s'immisce dans leurs affaires internes en matière de politique et d'économie. En fait, si le Kazakhstan et la Biélorussie furent favorables à l'intégration économique, ils se montrèrent plus réticents aux volets politique et monétaire de l'intégration ainsi que le montrent leurs atermoiements pour l'établissement d'une monnaie unique et l'instauration d'un Parlement

³⁰ SLASKI et DREYFUS, *op.cit.* Les taxes douanières arméniennes sont en moyenne de 2,7% alors que le taux moyen des droits de douane dans l'UEE est de 6,9%. L'Arménie devra donc revoir ses droits de douane à la hausse et augmenter mécaniquement le prix des produits importés. Le Kirghizistan est dans le même cas.

eurasiatique. Leur crainte est en effet de ne pas pouvoir s'opposer à une ingérence croissante de Moscou et donc de perdre une part de leur souveraineté³¹. Finalement, en 2011, seuls 46% de la population kazakhstanaise et 55% de la population russe soutenaient le processus d'intégration eurasiatique³².

II. L'eurasisme, un concept au service des intérêts des Etats

a. L'Eurasie, un modèle civilisationnel contestable

« L'Eurasie » est née en 1885 sous la plume du géologue autrichien Eduard Suess. L'eurasisme étant avant tout une idéologie de l'espace et l'Eurasie – une réalité géographique qui se veut homogène. Dans les années 20, Piotr Savitski réfutait ainsi la séparation de l'Europe et de l'Asie et défendait l'idée d'un troisième continent entre les deux, dont la Russie serait le centre. Hormis la chaîne montagneuse de l'Oural, peu de relief sépare en effet les plaines ukrainiennes des steppes kazakhstanaises. La Fédération russe partage avec le Kazakhstan quelque 7 590 km de frontières et la moitié des 14 *oblasts*³³ kazakhstanaïses sont contigus à la Russie. Les pays d'Asie centrale et la Russie sont donc obligés de s'associer pour exporter leurs produits vers l'Europe pour les uns, vers la Chine pour l'autre.

La dissolution de l'Union soviétique n'a évidemment pas effacé les liens, parfois séculaires, qui unissaient les différentes provinces de l'Empire. Le principal lègue reste la langue russe, langue véhiculaire et dans laquelle sont encore écrits aussi bien des ouvrages de littérature que des articles scientifiques ou d'informations générales. L'URSS a également laissé en héritage commun des infrastructures (notamment un maillage d'oléoducs et de gazoducs), un modèle étatique, une base juridique... et une interdépendance économique due aux spécialisations régionales soviétiques et à l'organisation des infrastructures énergétiques et de communication. Ainsi, en 1991, le Kazakhstan ne couvrait que 28% de ses besoins et restait dépendant de ses anciens voisins pour le reste. De plus, près de 92% de ses exportations étaient alors à destination des pays de la CEI, au premier rang desquels la Russie.³⁴

Mais la notion d'Eurasie renvoie avant tout à un concept, à une idéologie, qui n'a été théorisée qu'en 1904 par McKinder en devenant « *le pivot fixe dans l'océan-monde* ». Ce qu'on appelle le courant eurasiste s'est, quant à lui, développé dans les années 20, notamment grâce au linguiste russe émigré Nikolai Troubetskoï pour qui « *le monde eurasiatique est une*

³¹ Pour Astana, le point de vue du Kazakhstan n'a pas été suffisamment pris en compte lors de l'élaboration des tarifs douaniers.

³² SLASKI et DREYFUS, *op.cit.*

³³ L'*oblast* est une entité administrative qui correspond peu ou prou à nos régions.

³⁴ KASSENOVA, *op.cit.*

entité géographique économique et ethnique [...] différente de l'Europe mais également de l'Asie », et la Russie un espace autonome à cheval sur deux continents. Il existe pour les eurasistes une cohérence culturelle et linguistique, formée par des siècles d'histoire et différente des idéaux et des valeurs européennes. Contrairement à la plupart des slavophiles, N. Troubetskoï réhabilite l'apport du joug tatar (13^{ème} – 15^{ème} siècles) et fait de l'eurasisme une doctrine qui intègre pleinement les peuples non russes et non chrétiens. Oublié durant la période soviétique, le courant de pensée eurasiste renaît dans les décennies 80 et 90 avec des philosophes comme Douguine et Panarin. Selon ce dernier, dans la lignée de N. Troubetskoï, la vraie Russie n'est pas née avec Kiev mais avec la période tatare. L'idéologie eurasiste s'inscrit pour lui dans un monde « *post moderne* » et définit pour une Russie « *post totalitaire* » et son espace d'influence une géopolitique anti-occidentaliste réhabilitant la notion d'empire³⁵. Selon Panarin, seule la notion d'empire permet en effet à la Russie d'avoir une histoire continue entre tsarisme, Union soviétique et Fédération actuelle. Traversant les âges, l'empire serait donc le modèle étatique naturel de l'espace eurasiatique car lui seul permettrait de faire coexister différentes cultures au sein d'une seule identité russe³⁶ et préserverait la Russie de tout risque d'éclatement nationaliste. Ces idées ont cependant été introduites sur la scène politico-philosophique, teintées de nationalisme, par Douguine et *Pomyat'* (Mémoire), organisation qui regroupe la plupart des nationalistes russes, et soutenues par *Den'* (Jour), magazine principal des nationalistes russes. Le thème fût ensuite repris par le LDPR, parti libéral démocrate de Zhirinovskiy, et le CPRF, parti communiste de Zyuganov. En 2001, le mouvement panrusse *Evrasiya* (Eurasie) est créé et se transforme dès 2002 en parti. Il participe en 2003 aux élections pour la Douma au sein du bloc nationaliste *Rodina* (Patrie). Ce développement s'accompagne d'un mouvement international eurasiste présent dans quelque 22 pays. Pour Douguine, Zyuganov et Zhirinovskiy, l'eurasisme se veut une idéologie prédatrice qui doit permettre à la Russie de mettre la main sur les ressources d'Asie centrale et de lutter contre les puissances atlantistes. Nicholas Spykman, disciple de McKinder, avait en effet cherché à montrer « *la nécessité d'isoler la Russie et de la repousser le plus possible à l'intérieur de ses terres par une stratégie d'encerclement.* »³⁷ Cette conception nationaliste de l'eurasisme a eu un certain écho auprès des politiques et intellectuels russes mais, malgré l'impression relayée par les médias – notamment occidentaux – d'une forte influence de Douguine sur le président Poutine, celle-ci serait

³⁵ LARUELLE Marlène, *Le néo-eurasisme russe : l'empire après l'empire ?*, Cahiers du monde russe 2001/1 (volume 42), pp 71-94, résumé.

³⁶ La Russie, majoritairement orthodoxe, comprend des populations musulmanes depuis plus de quatre siècles.

³⁷ ROMER, *op.cit.*, page 14.

limitée. En effet, l'éviction du philosophe de l'Université d'Etat de Moscou, en juillet 2014, pour de violents propos après la mort d'Ukrainiens pro-russes à Odessa³⁸, n'ont pas fait réagir le Kremlin en sa faveur. En revanche, Vladimir Poutine serait influencé par Dmitri Rogozine, Vladislav Sourkov³⁹ et, selon A. Morozov⁴⁰, par Lev Goumilev pour qui « *les Turcs et les Mongols peuvent être des amis sincères, mais les Anglais, les Français et les Allemands ne sont [...] que des exploiters machiavéliques.* » L'avenir de la Russie est donc d'être une puissance eurasienne avec des alliés fiables. Si le courant eurasiste, toute tendance confondue, rencontre un certain engouement depuis une décennie, c'est qu'il permet, selon les mots de Marlène Laruelle, de « *penser la catastrophe* » après l'effondrement de l'URSS⁴¹. L'eurasisme propose en ce sens un modèle qui n'est ni une reprise nostalgique de l'Union soviétique ni une copie du capitalisme, mais un modèle culturellement propre à la Russie.

Dans l'optique eurasiste, les civilisations sont différentes selon les lieux et n'ont pas vocation à se développer plus ou moins rapidement vers un même état. Pour les tenants de ce courant, l'universalisme est donc un mythe car chaque civilisation est spécifique. L'espace eurasiatique doit donc rechercher une voie qui lui est propre en développant une identité basée sur une culture commune, résultat d'un brassage ethnique entre les mondes slave et turco-mongol et spirituel entre les religions chrétienne-orthodoxe et musulmane.

Si la Russie se voit aujourd'hui contrainte de proposer un projet qui garantisse le respect des particularismes des Etats-membres, c'est que l'intégration n'est pas un processus naturel. La Russie et le Kazakhstan, qui sont les principaux piliers de l'intégration eurasiatique, ne partagent en fait que peu de chose hormis la langue russe et un peu d'histoire commune. Au-delà de la conception d'un monde à part, il s'agit surtout d'une réponse à l'échec, incarné dans la guerre de Crimée (1853-1855), des relations avec l'Occident. Il se veut donc un palliatif géopolitique et non une reconnaissance de liens naturels entre la Russie et l'Asie, qui sont d'ailleurs ressentis et pensés différemment par les principaux intéressés.

b. Des idéologies eurasistes vecteurs de nationalisme

Le concept russe d'eurasisme est, comme on l'a vu, une notion multiforme qui abrite en son sein plusieurs courants. Si Panarin réhabilite le principe d'empire, Douguine s'appuie sur un projet messianique pour la Russie : éviter la dépravation et lutter contre les thalassocraties, ces puissances maritimes atlantistes qui, avec leurs valeurs décadentes, pourraient entraîner la

³⁸ « *Tant que ces cloportes de Kiev sont au pouvoir, aucun Russe ne pourra trouver le repos. Il faut tuer, tuer, tuer et rien d'autre* » P. Douguine in POMPONNE Muriel, *Douguine, nationaliste russe conservateur, idéologue du pouvoir*, RFI, 2 juillet 2014.

³⁹ ROMER, *op.cit.*, page 29.

⁴⁰ ELTCHANINOFF, *op.cit.*, page 114.

⁴¹ LARUELLE, *op.cit.*, page 71.

Russie vers le chaos. Pour Bagramov, l'eurasisme est encore centré sur la mixité slavo-türk et la Russie constitue la meilleure protectrice de l'identité des peuples ex-soviétiques. Bagramov justifie la messianité de la Russie par sa diversité même et sa revue, *Evraziya*, appelle à la reconstitution d'une unité politique et économique de l'espace soviétique autour du projet de Nursultan Nazarbaev⁴². Dans ces trois cas, l'eurasisme est centré sur le rôle moteur de la Russie. Pour Marlène Laruelle, « l'eurasisme [...] récuse l'image d'une Russie à la périphérie de l'Europe et appréhende au contraire sa localisation géographique comme le gage d'une troisième voie messianique. »⁴³ Mal connues, les théories de l'eurasisme ont été largement vulgarisées comme l'idée selon laquelle l'Eurasie est cet espace central « du vieux continent où la Russie est partout chez elle ». L'intégration eurasiatique constitue, en ce sens, une sorte de prolongement de l'idée russe dans la sphère d'influence de la Russie.

L'eurasisme kazakh puise, quant à lui, ses origines dans les œuvres du poète national Olzhas Suleïmenov et dénonce l'orientalisme et l'historiographie russe⁴⁴. Pour N. Nazarbaev, « le Kazakhstan est en Asie un Etat unique dans lequel sont entrelacées racines européennes et racines asiatiques [...] la combinaison de différentes cultures et traditions [lui] permet d'absorber le meilleur des cultures européenne et asiatique. »⁴⁵ L'Asie centrale, abondante en matières premières mais peuplée de peuples très divers, est l'une des zones les plus sensibles du continent et le Kazakhstan souhaiterait y jouer un rôle stabilisateur. En 1996, N. Nazarbaev créa l'université Lev Gumilev, du nom de l'eurasiste russe, afin de rappeler la place centrale de son pays en Eurasie. Mais ce qui attire l'attention, c'est surtout l'existence en son sein d'un centre eurasiatique dont la tâche consiste à théoriser les spécificités de l'idéologie kazakhstanaise pour la différencier de ses concurrentes russes. En 2004, l'institut de recherche de l'eurasisme fut fondé pour « [définir] une conception de l'eurasisme qui réponde aux intérêts nationaux du Kazakhstan. »⁴⁶ L'idée eurasiatique doit donc se réaliser au sein du seul Kazakhstan car son passé, sa position géographique et la diversité culturelle qu'il abrite le prédestine bien davantage que la Russie à être le centre de l'Eurasie. En octobre 2012, N. Nazarbaev critiqua ainsi les conséquences de 150 ans de colonisation russe et appela les peuples turcs à s'unir et à se faire entendre. L'eurasisme est donc une notion qui permet au Kazakhstan de porter un message double : universaliste en politique étrangère et de « kazakhisation » en politique

⁴² La Revue *Evraziya* est par ailleurs financée en partie par N. Nazarbaev in LARUELLE, *ibid.*, page 72.

⁴³ LARUELLE Marlène, *La quête d'une identité impériale, le néo-eurasisme dans la Russie Contemporaine*, Pétra, 2007, page 11.

⁴⁴ LARUELLE, *ibid.*, page 206.

⁴⁵ NAZARBAEV Nursultan, *L'Union eurasiatique : idées, pratique, perspectives 1994-1997*, in GENTE Régis, *Le Kazakhstan ou la géopolitique de l'eurasisme*, Le Monde diplomatique n°680, novembre 2010, pages I-II.

⁴⁶ LARUELLE, *op.cit.*, page 216.

intérieure. Le Kazakhstan est de plus le seul des Etats centre-asiatiques à avoir réellement réfléchi à la notion eurasiste, qui semble indifférer l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan. Pourtant, l'Ouzbékistan pouvait légitimement jouer un rôle de premier plan en raison de sa position géographique⁴⁷ et de l'importance de sa population⁴⁸. Finalement, Marlène Laruelle rappelle l'« *ambiguïté fondatrice des postulats de l'eurasisme : ce dernier tient toujours un discours sur une « aire de civilisation » large englobant le centre du vieux continent [...] ses objectifs restent en réalité, dans le cas russe comme dans le cas kazakh, intrinsèquement nationaux.* »⁴⁹

Outre une vision commune en réalité portée par des objectifs nationalistes antagonistes, le principal handicap de l'intégration eurasiatique demeure son déséquilibre au profit de la Fédération de Russie. Avec 17 millions de km², 143 millions d'habitants et plus de 3 500 Md USD de PIB en 2013, la Russie représentait 85% de la surface, 84% de la population et 88% du PIB de l'UD. En 2012, la CEE était financée à hauteur de 87,97% par la Russie, 7,33% par le Kazakhstan et 4,7% par la Biélorussie. La part respective de leurs ressortissants aux postes de fonctionnaires était alors de 84%, 10% et 6%⁵⁰. Début 2014, la Russie représentait 96% des dépenses de défense⁵¹ de la future UEE. Elle jouit donc dans l'espace post soviétique d'une situation prépondérante mais également centrale comme l'attestent les échanges commerciaux entre les Etats. En 2013, la Russie concentrait ainsi 65% des volumes d'échanges commerciaux de l'UD (le Kazakhstan 25% et la Biélorussie 10%)⁵² et, au premier semestre 2014, les échanges russo-biélorusses représentaient 66,9% (18,437 Md USD) et les échanges russo-kazakhstanais 31,6% (8,7Md USD)⁵³. Enfin, incontestablement, la Russie dispose d'une meilleure visibilité internationale. Donc, quand bien même la domination russe pourrait être contrebalancée par des concessions faites au profit des autres Etats, la Russie ne peut qu'être le cœur de l'Eurasie et les autres pays sont condamnés à graviter autour d'elle.

Ce fort déséquilibre pose la question de la viabilité du projet d'intégration. Pour qu'il soit viable, il importe en effet qu'il concilie consensus économique et valeurs communes. Or, la Russie écrase économiquement ses partenaires et défend l'orthodoxie quand le Kazakhstan est majoritairement musulman. De plus, chacun se considère comme le leader régional naturel et

⁴⁷ Bénéficiant d'une position centrale, l'Ouzbékistan est le seul des cinq Etats centre-asiatiques à avoir une frontière commune avec chacun des quatre autres.

⁴⁸ En 2014, la population ouzbèk était de 30,5 millions habitants sur 67,2 millions habitants en Asie centrale. Deuxième pays le plus peuplé, le Kazakhstan ne comptait que 17,95 millions habitants.

⁴⁹ LARUELLE, *op.cit.*, page 229.

⁵⁰ KASSENOVA, *op.cit.*

⁵¹ TKATCHENKO Stanislav, *L'Union eurasiatique est modelée sur l'UE et non l'URSS*, La Russie d'Aujourd'hui, 10 février 2014.

⁵² SLASKI et DREYFUS, *op.cit.*

⁵³ Ils étaient respectivement de 62% (19,435 MdUSD) et 36,6% (11,466 Md USD) au premier semestre 2013. Commission de l'Union eurasiatique, 1^{er} semestre 2015, *op.cit.*

conteste à l'autre la paternité du projet eurasiatique. Si N. Nazarbaev a bien initié le projet, V. Poutine ne manque en effet pas de lui rappeler que les philosophes eurasistes sont Russes. Ces dissensions alimentent une certaine méfiance vis-à-vis de la Russie. Ainsi, après la création de l'espace économique commun en février 2012, celle-ci proposa aussitôt de transformer la Communauté en Union mais essuya le refus du Kazakhstan au prétexte qu'il ne fallait pas se précipiter. Le 29 mai 2014, en marge de la signature du traité de l'UEE, la Russie évoqua l'instauration d'une monnaie et d'une citoyenneté communes qui ne suscita aucun enthousiasme de la part de Nazarbaev et de Loukachenko. Ceux-ci éludèrent de la même façon tout projet de création d'un Parlement. En effet, malgré les postures politiques, l'intégration eurasiatique reste vécue comme un retour partiel dans le giron russe et le passé colonial, conjugué à la puissance toujours supérieure de la Russie, fait craindre des difficultés à instaurer une réelle collégialité dans le processus décisionnel de l'Union. De plus, les crises en Géorgie et en Ukraine n'ont fait qu'accentuer cette appréhension de l'emploi russe de la force à l'encontre des pays possédant une forte minorité russophone⁵⁴. N. Nazarbaev, félicité par Vladimir Poutine en août 2014 pour avoir « *fondé un Etat sur un territoire où il n'y avait jamais eu d'Etat* », peut ainsi légitimement s'inquiéter de ce qu'il adviendra de son régime après sa mort. Pour l'Arménie, enclavée entre deux ennemis historiques (la Turquie et l'Azerbaïdjan), suivre ou pas la Russie, sa grande protectrice, est une question qui ne se pose pas. Pour les autres, l'Union eurasiatique apparaît comme un moindre mal pour sauvegarder la souveraineté des Etats membres dans une organisation régionale, certes dominée par Moscou mais où les Etats seraient, en théorie du moins, égaux en droit.

c. Des intérêts économiques internes et immédiats bien compris par tous

La raison la plus évidente, et la plus communément partagée, de ces pays de se lancer dans l'intégration eurasiatique est donc l'espoir d'en retirer un gain économique. Le 18 novembre 2010, la déclaration de V. Poutine, N. Nazabaev et A. Loukashenko relative à l'intégration économique eurasiatique précisait que le succès de l'Union douanière répondait à des intérêts nationaux, incluant le développement de la richesse et l'accroissement du niveau de vie⁵⁵. Pour le Kazakhstan, par exemple, dont le marché intérieur n'est que de 17 millions d'habitants, l'intégration est la garantie de décupler ses opportunités de débouchés en accédant à un marché de plus de 170 millions d'habitants. De plus, la fin des tarifs douaniers, si elle augmente mécaniquement le prix des produits importés par l'uniformisation des taxes,

⁵⁴ Le Kazakhstan, par exemple, ne compte que 40% de Kazakhs mais 38% de Russes. KASSENOVA Nargis, *op.cit.*

⁵⁵ Commission de l'Union eurasiatique, 1^{er} semestre 2015, *op.cit.*

ne manquera pas de rendre les produits kazakhstaniens, notamment les hydrocarbures, plus compétitifs à l'exportation. Pour le Kazakhstan, 16^{ème} exportateur mondial de brut et appelé à faire partie des cinq premiers dans la décennie à venir, le volume d'exportation d'hydrocarbures est une composante non négligeable de sa sécurité nationale⁵⁶. Il s'agit donc de protéger cette manne dans un espace commun sûr et qui permettra d'avoir un accès à moindre coût aux oléoducs russes et biélorusses pour exporter le pétrole vers l'Occident. Une compétition économique saine et régulée avec les entreprises russes et biélorusses doit également permettre de stimuler les entrepreneurs nationaux. Enfin, la crise financière de 2008 a également touché les pays d'Asie centrale. La crise économique, avec la volatilité des cours de pétrole, hypothèque en effet dangereusement le développement du pays et menace la stabilité du pouvoir politique. Des trois membres historiques, Minsk est cependant la plus dépendante de l'UEE (en raison notamment de son isolement politique en Europe). Si, en moyenne, les pays de l'UEE ne commercent entre eux qu'à hauteur de 11,6% de leurs échanges au premier semestre 2014⁵⁷, cette part monte à 49,5% pour la Biélorussie⁵⁸ (exportations : 42,6%, importations : 56,1%). Le système économique biélorusse repose en effet en grande partie sur l'importation d'hydrocarbures russes à des tarifs préférentiels⁵⁹. En adhérent au processus d'intégration eurasiatique, la Biélorussie compte continuer à bénéficier de ces prix avantageux et écouler ses produits sur le marché intérieur de l'UEE.

La Russie ne s'est engagée dans le projet d'intégration que tardivement et, pour compenser ce manque d'intérêt initial de la part du « *grand frère* », le Kazakhstan créa dès 1994 un espace économique commun avec l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, rejoints en 1998 par le Tadjikistan. En 1998, cette Union d'Asie centrale devint l'Union économique centre-asiatique mais le volume des échanges intra régionaux ne se développa guère⁶⁰. En 2006, l'Union économique centre asiatique fut dissoute et, dès 2007, Nazarbaev relança l'idée d'intégration avec la Russie. Certains pays issus de l'ex-URSS considèrent en effet cette dernière comme le *leader* régional naturel et lui font confiance pour mener à bien le processus d'intégration, assurer la sécurité et résoudre les conflits. Selon Nazarbaev, « *le vecteur russe [constitue d'ailleurs] la première priorité de la politique étrangère du Kazakhstan* »⁶¹. La Russie constitue en effet un pôle d'influence pour des pays ayant peu de visibilité sur la scène

⁵⁶ GENTE, *op.cit.*

⁵⁷ Commission de l'Union eurasiatique, 1^{er} semestre 2015, *op.cit.*

⁵⁸ SLASKI et DREYFUS, *op.cit.* Pour le Kirghizistan, l'UD concentra en 2012 près de 26% des échanges

⁵⁹ En 2007, le prix du gaz russe a, certes, doublé pour atteindre 100\$ les 1000 m³ mais 230\$ étaient exigés à la Géorgie pour le même volume. MARCHAND, *op.cit.*, page 47.

⁶⁰ Ils représentaient ainsi 3,1% des échanges du Kazakhstan en 1998 mais seulement 2,7% en 2009. KASSENOVA, *op.cit.*

⁶¹ GENTE, *op.cit.*

internationale. D'un point de vue économique, elle offre des débouchés pour les marchandises et les investissements ainsi que des matières premières fiables aux réserves très importantes. La pratique commune du russe facilite l'accès à l'enseignement supérieur russe, même si la cote de ce dernier est en baisse relative. La libre circulation des capitaux et des travailleurs constitue une autre motivation des pays centre-asiatiques car elle permettrait de développer encore davantage la manne financière liée aux flux financiers des travailleurs. Ainsi, près de 800 000 Kirghizes, le tiers de la population active, vivent et travaillent en Russie et, en 2012, les retours d'argent au pays représentaient 30% du PNB du Kirghizistan⁶². Ce pays, comme le Tadjikistan⁶³, voit donc un intérêt immédiat à se joindre à son grand voisin. En outre, la Russie, dont les armées se modernisent, est considérée comme le gendarme régional à travers sa participation active à l'OTSC et à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Les pays d'Asie centrale, frontaliers de l'Afghanistan et sujets à des troubles internes, comptent sur elle pour stabiliser la région et sécuriser leurs frontières. Enfin, on ne peut écarter le calcul d'obtenir, en échange de leur bonne volonté, quelques retours politico-économiques de la part du Kremlin. Du développement contre de la souveraineté en quelque sorte.

Il ne faudrait cependant pas sous-estimer l'apport des Centre-asiatiques dans l'économie russe. En effet, la provenance de l'immigration en Russie montre le poids important des pays d'Asie centrale. Ainsi, si les Ukrainiens représentaient en 2014 quelque 12,2% des immigrés, les Kazakhstanais, les Kirghizes et les Ouzbeks représentaient respectivement 10,2%, 11,7% et 18,1%⁶⁴. Malgré le retour des Russes des ex-Républiques soviétiques, la démographie russe s'est effondrée après 1991. Selon les projections de l'ONU⁶⁵, la population russe ne pourrait compter que 101,5 millions d'habitants en 2050, et 55 millions en 2075. Le modèle économique russe ne pourra donc perdurer et se développer sans une immigration importante. Même si en 2013, et pour la première fois depuis 1991, la population russe a légèrement augmenté, l'UEE, en pariant sur l'attractivité russe, constitue un moyen simple et sûr de combler le vide démographique grâce aux étudiants et travailleurs étrangers.

Enfin, l'intérêt économique de créer une Union n'est pas uniquement lié aux avantages générés par un espace économique commun mais également à la possibilité de traiter avec le partenaire naturel qu'est l'UE. Ainsi, selon A. Slepnev, ministre du commerce de la Commission économique eurasiatique, « *lors du Sommet Russie-UE en 2013, l'Europe a pris*

⁶² SLASKI et DREYFUS, *op.cit.*

⁶³ En 2007, Julien Thorez, chargé de recherche au CNRS expliquait que « *la majorité des foyers tadjiks bénéficiaient [...] des revenus de l'émigration en Russie.* MARCHAND, *op.cit.*, page 24.

⁶⁴ LEFEVRE Cécile, *Quelles perspectives démographiques pour la Russie*, in *Géopolitique de la Russie : vers un nouvel ordre mondial eurasiatique*, Diplomatie n°21, juin-juillet 2014, page 19.

⁶⁵ MARCHAND, *op.cit.*, page 23.

conscience de la place et du rôle de l'Union douanière et de la Commission économique eurasiatique en matière de développement de la coopération commerciale et économique entre les deux blocs régionaux.»⁶⁶ Le regroupement de ces pays devrait leur permettre de peser dans les négociations avec les Européens et donc de profiter des opportunités offertes par l'UE plus facilement que s'il fallait passer par des négociations bilatérales.

III. L'intégration eurasiatique répond surtout à un projet géopolitique

a. Développer la sous-région en s'ouvrant à l'international

L'UEE possède une certaine attractivité grâce à un PIB moyen de 14 100\$ par an et par habitant alors qu'il n'est que de 10 500\$ dans le monde⁶⁷. Elle occupe de plus une place de premier plan dans l'exportation de matières premières énergétiques et agricoles de base⁶⁸ et forme un géant gazier situé au carrefour de l'Europe, de l'Asie-Pacifique, de l'Amérique du Nord, et à proximité de nombreux pays émergents. Elle est le 1^{er} producteur mondial de gaz (18,4%), de pétrole (14,9%), d'engrais potassique (30,2%), de betteraves à sucre (17,6%), de graines de tournesol (24,2%); le 3^{ème} producteur de pommes de terre (11,3%), le 5^{ème} producteur mondial d'acier (4,5%) et le 6^{ème} producteur mondial de charbon (6%). L'évolution des volumes financiers des transactions entre l'espace eurasiatique et des pays tiers (cf. tableau *infra*) montre que si les importations restent plus ou moins stables à 590 Md USD en moyenne, les exportations ont progressé de 20 Md USD en deux ans.

| Année | Total (en Md USD) | Importations (en Md USD) | Exportations (en Md USD) |
|---------------------------------|----------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| 2011 | 907,2 | 581,4 | 325,8 |
| 2012 | 934,6 | 593,7 | 340,9 |
| 2013 | 932,9 | 587,7 | 345,2 |
| 2014 (1 ^{er} semestre) | 442,1 | 288,2 | 153,9 |

Source : *Evraziiskaya ekonomicheskaya integratsiya : tsifry i fakty (L'intégration économique eurasiatique : chiffres et faits)*, Commission de l'Union eurasiatique, 1^{er} semestre 2015

Cependant, de sérieuses lacunes pèsent sur l'économie des Etats-membres⁶⁹: retard technologique, monoculture d'exportation, chute des cours de pétrole⁷⁰, pénurie de crédits

⁶⁶ TKATCHENKO, *op.cit.*

⁶⁷ SHIKHATOVA, *op.cit.*

⁶⁸ Commission de l'Union eurasiatique, 1^{er} semestre 2015, *op.cit.*

⁶⁹ TIMOFEEV Ivan et ALEKSEENKOVA Elena, *L'Eurasie dans la politique étrangère russe : intérêts, opportunités, contraintes*, Russie. Nei.Visions n° 89, 2015, page 9.

⁷⁰ Les énergies fossiles constituaient 70% des exportations russes en 2012, dont 34% de pétrole et 20% de gaz. Cependant, le gaz n'assurait que 5% des revenus, illustrant ainsi l'importance des recettes liées au pétrole. C'est bien principalement en raison de la chute des cours de pétrole depuis 2014 que l'économie russe est rentrée en

aggravée par les sanctions occidentales après la crise ukrainienne, instabilité des marchés financiers et monétaires, dévaluation du rouble... En Asie centrale, la désindustrialisation post soviétique n'a pas été accompagnée d'une diversification économique et a laissé place à une économie grise ainsi qu'à des monopoles étatiques. Si le potentiel de l'Union est réel, il est en revanche étroitement lié à l'exportation de matières premières et non de produits manufacturés ou à forte valeur ajoutée⁷¹ ; et seule l'exportation d'hydrocarbures constitue pour elle un domaine compétitif⁷². En effet, les standards de qualité des produits de l'UEE sont inférieurs à ceux de l'UE, le complexe militaro-industriel (CMI) russe est concurrencé par le CMI chinois et le domaine tertiaire (services, aéronautique et spatial) peine à recruter des scientifiques et des chercheurs. Son potentiel humain de 179 millions d'habitants (2014) est relativement pauvre comparé aux 510 millions habitants de l'UE (2015) et aux 1,367 milliards de Chinois (2013). En outre, la Chine concentre sur son territoire les plus grands centres de production industrielle au monde et sa population diplômée se développe. Enfin, les résultats du premier semestre 2014 (*cf.* tableau *supra*) montrent l'effet des sanctions occidentales à l'encontre de la Russie et incitent les pays à se prémunir de ce type de conséquences politiques en réduisant la part de l'Occident dans leurs échanges commerciaux. Entre 2000 et 2004, pourtant, la Russie avait montré une véritable envie de coopérer avec une Union européenne⁷³ qui, en 2010, demeurait encore son premier partenaire commercial avec 45% de ses importations et 55% de ses exportations. Près de 40% des revenus de la Russie étaient ainsi constitués par les exportations de matières premières vers l'UE, et celle-ci représentait 75% des investissements directs étrangers (IDE)⁷⁴. Cependant, depuis la crise ukrainienne, l'Union européenne est perçue négativement et les Russes cherchent à réduire l'importance des fournisseurs et clients européens⁷⁵. Développer l'Asie centrale doit ainsi permettre de diversifier leurs revenus tout en obtenant, à terme, un retour sur investissement. Pour la Russie, l'avenir du monde est multipolaire et cette multipolarité est comprise autant comme le refus de l'ordre occidental⁷⁶ que le moyen de maximiser les sources de

récession. GOMART Thomas, *Russie : de la « grande stratégie » à la « guerre limitée »* in *La Russie, une puissance faible ?* IFRI, coll. Politique étrangère, 2015, page 28.

⁷¹ En 2012, les hydrocarbures représentaient 37% des échanges de l'UD, les véhicules 21% et les produits sidérurgiques 13%. SLASKI et DREYFUS, *op.cit.*

⁷² Ceci explique notamment la politique russe de pression sur les livraisons de gaz.

⁷³ Jean-Christophe Romer rappelle que « la Russie est un acteur européen de premier plan et entend bien être reconnue comme telle. » ROMER, *op.cit.*, page 8.

⁷⁴ KOLOSSOV Vladimir, *Sur la puissance russe*, in *Géopolitique de la Russie*, Diplomatie n°5, *op.cit.*, page 23

⁷⁵ Les sanctions occidentales ont favorisé la signature en mai 2014 d'un contrat de 400Md USD entre la Russie et la Chine pour l'approvisionnement de gaz à compter de 2018 ; GOMART, *op.cit.*, page 29.

⁷⁶ En ce sens, il est intéressant de noter que la réunion annuelle du club Valdai d'octobre 2014 avait pour thème « *nouvel ordre international : nouvelles règles du jeu ou jeu sans règles ?* » ROMER, *op.cit.*, page 101.

développement et de croissance dans une économie mondialisée. La crise financière de 2008 a en ce sens servi de révélateur et accéléré le processus d'intégration eurasiatique⁷⁷ car elle a forcé les Etats à chercher de nouvelles sources de croissance pour améliorer leurs performances économiques et de nouveaux formats de coopération pour en minimiser les risques. La mise en commun des potentiels de cinq pays, associée à la réduction des coûts et à la simplification de la logistique, doit attirer les investissements. Selon les prévisions, cette synergie doit accroître les PIB des Etats-membres de 17 à 20% d'ici 10 ans⁷⁸. La situation géographique de l'Union, entre Europe et Asie, doit également favoriser son développement. Ceci est particulièrement le cas du Kazakhstan qui se présente comme un pont entre l'Europe de l'ouest et la Chine, notamment par la mise en avant de routes terrestres et ferroviaires à travers son territoire. De plus, le président chinois a proposé en 2013 de créer une Ceinture économique de la route de la soie (CERS) avec une mise en place en mai 2015. Depuis, des négociations ont lieu avec la Russie pour articuler les deux projets et dynamiser la croissance économique de la région. Une possible connexion de l'UEE et du CERS permettrait *de facto* de lier l'UE et la Chine *via* l'UEE, au grand bénéfice de cette dernière. Cependant, comme le soulève Jean-Christophe Romer, le rôle de pont entre Europe et Asie n'est pas si évident que cela et rappelle que pour « *Lilia Chevtsova, directrice de recherche à la Fondation Carnegie à Moscou, [il faudrait] que les systèmes économiques et politiques de ces pays se modernisent pour pouvoir prétendre jouer ce rôle.* »⁷⁹

b. Se protéger : préalable nécessaire au développement

L'Asie centrale est soumise à de fortes tensions internes et externes. Se pose alors irrémédiablement la question de la sécurisation de la zone et de ses frontières afin de permettre le commerce et les transits entre les deux extrémités de l'Eurasie mais également pour protéger son marché intérieur. Le processus d'intégration s'est ainsi accompagné d'un renforcement des contrôles aux frontières, notamment au Tadjikistan et au Kirghizistan. La stabilisation et la sécurisation des zones crisogènes de l'espace post soviétique sont consubstantielles d'un projet commun d'intégration. En effet, « *les liens économiques et culturels qui remontaient non seulement à l'époque soviétique, mais aussi impériale, ne pouvaient pas être supprimés si vite. Pour une nouvelle intégration, il fallait retravailler une question importante susceptible de servir de base à l'unité : la menace commune.* »⁸⁰ Il s'agit donc de prévenir le chaos alors qu'une intensification des conflits régionaux est possible sous

⁷⁷ Entrée en vigueur de l'UD dès 2010 entre la Biélorussie, le Kazakhstan, et la Russie.

⁷⁸ SHIKHATOVA, *op.cit.*

⁷⁹ ROMER, *op.cit.*, page 94.

⁸⁰ GALSTYAN Garik, *Les intérêts géopolitiques russes dans la région caspienne*, Harmatan 2007, page 206

l'effet du développement de l'islamisme radical. Le problème sécuritaire est d'autant plus important pour la Russie que ses relations avec l'Occident se sont dégradées. Ce renforcement des frontières doit aussi favoriser la lutte contre les trafics de stupéfiants, en particulier afghans, qui frappent durement la Russie⁸¹. Pour cette dernière, la conduite d'une politique de co-développement doit permettre de développer la région mais également d'éviter son explosion sociale. Enfin, l'économie kirghize reposant en grande partie sur la revente de produits chinois⁸², son intégration au sein de l'UEE s'accompagne d'un meilleur contrôle de ses frontières pour protéger les marchés russe et kazakhstanaï.

Néanmoins, la lutte contre les trafics et les produits d'importation illégale, pour indispensable au développement économique qu'elle soit, n'est pas la seule préoccupation sécuritaire des Etats de l'UEE. Pour leurs dirigeants autoritaires, il s'agit également de garantir la stabilité politique de leur régime. N. Nazarbaev, qui fêtera ses 76 ans l'été prochain, entretient le flou sur sa succession. Après les différentes révolutions de couleur qui ont éclaté dans l'espace post soviétique et le départ des troupes de l'OTAN de l'Afghanistan, les régimes en place sont en effet gagnés par un sentiment d'insécurité qu'un rapprochement avec la puissante Russie vient atténuer. La problématique est sensiblement la même pour la Biélorussie. En adhérent au processus d'intégration eurasiatique, elle compte certes continuer à bénéficier de prix avantageux pour écouler ses produits sur le marché intérieur de l'UEE, mais elle espère surtout éviter tout risque de déstabilisation sociale et politique⁸³. Dans tous les cas, le choix de l'intégration eurasiatique se fonde sur le souci de ne pas fâcher Moscou et de prévenir le mouvement de démocratisation « organisé » par l'Occident. Car la protection de leurs zones d'influence respectives fait également partie des objectifs de Moscou et d'Astana.

La Russie nourrit un certain ressentiment vis-à-vis de l'Occident depuis la guerre de Crimée où Français et Britanniques, chrétiens, se sont alliés aux Ottomans musulmans contre elle. Le destin de la Yougoslavie, et notamment les bombardements de l'OTAN en 1999, sont symptomatiques pour les Russes des appétits de l'Occident. L'élargissement de l'Union Européenne et de l'OTAN aux frontières de la Russie n'ont fait que renforcer cette crainte d'une Russie déjà échaudée par l'histoire. Le joug tatar, la Grande guerre patriotique⁸⁴ et la guerre froide l'ont convaincu de la nécessité de disposer d'un glacis défensif. L'UEE est ainsi

⁸¹ La Russie est la 1^{ère} consommatrice mondiale d'héroïne et reçoit 20% de l'héroïne afghane. JEGO Marie, *L'héroïne gangrène la Russie*, Le Monde, 14 octobre 2010. Selon l'ONU, il y avait 2,5 millions d'héroïnomanes en Russie en 2010. *Russie : l'enfer de la blanche*. Arté, 2 juillet 2010.

⁸² Ces produits chinois représentent en 2012 55,8% des produits vendus à la Russie et au Kazakhstan. SLASKI et DREYFUS, *op.cit.*

⁸³ SLASKI et DREYFUS, *op.cit.*

⁸⁴ La Grande guerre patriotique correspond au front de l'Est de 1941 à 1945 et renvoie implicitement à la Guerre patriotique de 1812 contre les troupes napoléoniennes.

censée réaliser une sphère d'influence russe en Asie centrale mais également dans l'Est-européen et le Sud-Caucase. L'OTSC, qui peut être assimilée au volet militaire de cette intégration, constitue une sorte de protection avancée dans ses zones d'intérêt. Or, en 2009, Bruxelles a proposé un programme de partenariat oriental à la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan... soit à toutes les anciennes républiques soviétiques occidentales ou caucasiennes. Si le programme ne prévoyait pas de perspectives d'intégration, il comprenait néanmoins un rapprochement dans de nombreux domaines qui n'a pas manqué d'alerter Moscou.

Cependant, l'Occident ne constitue pas le seul rival de la Russie en termes d'influence : la Chine et la Turquie n'ont pas oublié d'afficher leurs ambitions sur l'Asie centrale et, dans une moindre mesure, le Caucase. En effet, compte tenu du potentiel économique et démographique de la Chine (entre 400 000 et 2 millions de Chinois seraient installés dans l'Extrême-Orient russe⁸⁵), la Russie a dû rapidement phagocytter les pays d'Asie centrale dans un projet d'intégration avant que la Chine ne propose un projet alternatif. L'Ukraine avait ainsi envisagé un rapprochement avec la Chine pour moins dépendre de l'UE et de la Russie⁸⁶. L'OCS est d'ailleurs utilisée par la Russie pour contenir la poussée énergétique et commerciale de la Chine. L'OTSC, enfin, doit également la dissuader. Pour Bagramov, l'eurasisme n'est pas spécifique à la Russie mais concerne également la Turquie dans la mesure où l'Asie centrale comporte de nombreux peuples Türk, au premier rang desquels les Kazakhs. La lutte turco-russe pour conserver l'Asie centrale sous son influence est réelle et le risque pour la Russie, si le panturquisme se développait dans cette sous-région, serait que la Russie ne soit reléguée à la simple partie située à l'Ouest de l'Oural. L'intégration eurasiatique permet donc de couper les populations turciques de la Turquie.

Pour le Kazakhstan, pris en étau entre la Russie et la Chine, la problématique est d'autant plus importante. Sous couvert d'eurasisme, ce pays mène une politique étrangère multi vectorielle avec l'Occident, la Chine et la Russie afin de se garantir le soutien des Européens et de ses deux puissants voisins sans se rendre totalement dépendant d'aucun d'entre eux. Il participe également à de nombreuses organisations régionales (OSCE, OCS, CEI, CICA⁸⁷, ...) pour obtenir un levier d'influence qui lui garantisse un degré minimum d'indépendance. D'un point de vue sécuritaire, le risque immédiat provient du Nord et le choix de la voie eurasiatique dans

⁸⁵ MARCHAND, *op.cit.*, page 25.

⁸⁶ LAMBERT Michael, *L'Union eurasiatique, un sérieux concurrent pour l'Union européenne ?* Le journal international, 14 juin 2014.

⁸⁷ *Conference on Interaction and Confidence-Building Measures in Asia*, forum intergouvernemental proposé en octobre 1992 par N. Nazarbaev.

les années 90 s'explique en partie par la crainte de possibles revendications territoriales russes sur le Nord du Kazakhstan, majoritairement peuplé de Russes ethniques. D'un point de vue des relations internationales, le vecteur eurasiatique permet donc à cette jeune nation nouvellement indépendante de tenir le grand frère russe à l'écart tout en élaborant un positionnement géopolitique qui lui est propre. La politique de Nazarbaev vis-à-vis de son imposant voisin est guidée par la prudence : il s'agit de le contenir sans l'irriter. L'OCS est à cet effet utilisé comme contrepoids à la puissance russe. Malgré les efforts de la Russie, ses parts sur le marché kazakhstanaise s'effritent d'année en année, de 47% en 1995 à 30,2% en 2000 puis 17,4% en 2009⁸⁸, preuve que le Kazakhstan a réussi à diversifier une partie de ses ressources. Pour ne pas trop dépendre de la Russie pour l'exportation de ses hydrocarbures (deux oléoducs), le Kazakhstan a créé un troisième oléoduc vers la Chine en 2005. Cependant, il doit veiller à ce que son rapprochement avec la Chine ne revienne pas à quitter une figure tutélaire pour une autre. Le Kazakhstan se veut en effet méfiant à l'égard des appétits chinois et a rejeté, en juin 2011, une proposition chinoise de zone de libre-échange dans le cadre de l'OCS. En 2018, une zone limitée de libre-échange devrait néanmoins être mise en place à Khorgos, sur la frontière sino-kazakhstanaise. Cela permettra au Kazakhstan de bénéficier des avantages du marché chinois sans se livrer pieds et mains liés à la Chine. Si l'OCS permet de contenir la pression russe, l'UEE, elle, permet donc de contenir la pression chinoise. Pour Bahytzhamal Bekturganova, président de l'Institut des solutions politiques : « *l'Union douanière est [ainsi] avant tout un instrument d'intégration régionale et, en ce sens, un instrument de protection nationale. Nous avons besoin de cette intégration pour protéger notre souveraineté nationale* »⁸⁹.

c. L'UUE, plus qu'un tremplin économique : un levier de puissance

Les hommes politiques rappellent à l'envi que l'Union économique eurasiatique a été créée en cinq ans lorsqu'il en a fallu près de 25 pour l'Union européenne. Or, outre le fait que ces pays n'en formaient auparavant qu'un seul, ces années ont surtout abouti à harmoniser des législations mais pas des économies comme le rappelle le déséquilibre entre la Russie et les autres Etats. De plus, au 1^{er} semestre 2014, la future UEE n'était toujours pas le partenaire privilégié de la Russie avec à peine 6,8% de ses échanges commerciaux⁹⁰. On peut donc douter que le Kremlin ait soutenu le processus d'intégration uniquement pour des raisons économiques. Et la question d'un retour à l'URSS ou à la Russie impériale de se poser.

⁸⁸ KASSENOVA, *op.cit.*

⁸⁹ Table ronde consacrée à l'Union douanière en 2011 in KASSENOVA, *op.cit.*

⁹⁰ Commission de l'Union eurasiatique, 1^{er} semestre 2015, *op.cit.*

Le contexte général du deuxième mandat de Vladimir Poutine (2004-2008) est marqué par un éloignement des pays de « *l'étranger proche* » : adhésion des pays baltes à l'UE et à l'OTAN, mouvements contestataires et révolutions de couleur dans les pays qui ont gardé des liens étroits avec Moscou (révolutions des Roses en Géorgie en 2003, Orange en Ukraine en 2004, des Tulipes au Kirghizistan en 2005), intervention en Géorgie en 2008. Elu en 2001 sur un programme électoral d'adhésion à l'Union russo-biélorusse, le président de la Moldavie Vladimir Voronin est réélu en 2005 sur un programme d'adhésion à l'UE. Ce mouvement de gronde n'est d'ailleurs pas inédit et fait suite à d'autres tentatives de s'organiser sans la Russie les années précédentes. Ainsi, la Géorgie, l'Ukraine, l'Arménie et la Moldavie avaient formé le GUAM en 1996 et les cinq pays d'Asie centrale avaient créé l'Organisation de coopération centre asiatique en 2002. Le processus d'intégration eurasiatique semble donc constituer une réponse à celui, plus général, d'un éloignement de cet « *étranger proche* ». Dans son article pour Izvestya, V. Poutine affirmait la nécessité de poursuivre « *un but plus ambitieux, c'est-à-dire passer à l'étape suivante, plus profonde d'intégration : l'Union eurasiatique* »⁹¹ mais se défendait en revanche de vouloir restaurer l'Union soviétique. Il en voulait pour gage de bonne foi que ce nouveau pôle, certes avec une intégration forte, reposerait « *sur de nouvelles bases de valeurs, politiques, économiques* ». Théoriquement, l'UEE est une Union d'Etats souverains et égaux en droits qui peuvent avoir des positions propres en matière de relations internationales. En fait, l'UEE donne surtout l'impression d'un retour à l'URSS à une partie nostalgique de la population, et à des observateurs occidentaux inquiets du retour de la Russie sur la scène internationale, mais il lui manquera les pays baltes, la Géorgie, l'Ukraine et il lui resterait encore à convaincre l'Azerbaïdjan, la Moldavie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Il est important de prendre conscience que, pour les Russes, les ex-républiques soviétiques sont de plus en plus considérées comme des pays étrangers. En décembre 2010, Poutine affirmait ainsi sur la chaîne de télévision Rossiya que la Russie aurait pu gagner la seconde guerre mondiale à elle seule, signifiant par-là qu'elle n'avait pas nécessairement intérêt à reproduire un empire. Enfin, l'eurasisme n'est pas une idéologie transcendante et ne porte aucun idéal sociétal ; il ne peut donc remplacer le communisme. Finalement, la création de l'UEE n'est pas le retour de l'empire mais dénote, au contraire, l'abandon de cette idée. Selon P. Marchand, l'idée de recréer un empire avec un centre qui paierait et des périphéries qui profiteraient ne fait plus recette dans une population russe soulagée de s'être débarrassée

⁹¹ POUTINE, *op.cit.*

des Baltes et des Caucasiens⁹². D'ailleurs, le risque de rejet du projet eurasiatique par une population russe, inquiète du poids démographique centrasiatique, est réel. Ainsi, la présence de l'Ukraine et de la Biélorussie constitue-t-elle une garantie d'« européenité » et de « slavité ». Paradoxe de l'UEE : ce que souhaite mettre la Russie sous sa coupe, ce n'est pas tant l'Asie centrale que l'Ukraine ; et la crise ukrainienne illustre à elle seule les enjeux économiques et politiques de l'opposition russe à l'Occident. Si, en 2006, près de 60% des investissements kazakhstaniens concernaient la Russie, le Kazakhstan attirait en retour moins de 3% des investissements russes quand l'Ukraine en attirait 48%⁹³. L'une des raisons avancées par la Russie pour saper le rapprochement économique ukrainien avec l'UE était l'absence de contrôle douanier entre la Russie et l'Ukraine. Un accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'UE aurait permis aux produits européens d'entrer illégalement sur le marché russe⁹⁴. Voir l'Ukraine se tourner vers l'Union Européenne revenait donc pour la Russie à accepter de vider de sa substance le projet d'Union eurasiatique, d'abandonner des millions de ressortissants russes⁹⁵, de prendre le risque de voir un jour l'OTAN progresser encore davantage et mettre la main sur un complexe militaro-industriel indispensable aux forces armées russes. C'était surtout admettre de perdre une part non négligeable de son identité historique et culturelle. En effet, le philosophe russe I. Ilyine (1883-1954), soutient que la Russie est « *un organisme historiquement formé et culturellement justifié* »⁹⁶ qu'un démembrement ne peut que faire souffrir ou mourir. Cette particularité a également été comprise par Z. Brzezinski : « *L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'État russe [...] Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie* »⁹⁷. I. Ilyine va plus loin en affirmant que les Occidentaux, par rejet de l'originalité russe et tout en feignant de promouvoir la liberté, chercheront à « *démembrer la Russie pour la faire passer sous contrôle occidental, la défaire et finalement la faire disparaître* ». L'UEE peut ainsi être considérée comme un moyen de s'opposer aux projets occidentaux de démantèlement de l'espace eurasiatique tout en favorisant l'indépendance de la Russie.

⁹² MARCHAND Pascal, *Vérités et mensonges sur la puissance russe*, propos recueillis par AREFI Armin pour Le Point n°2256 du 03 décembre 2015.

⁹³ MARCHAND, *op.cit.*, page 61.

⁹⁴ C'est pourquoi, en 2012-2013, la Russie avait proposé à l'Ukraine une double association UE-UEE mais s'est vue opposer un refus de la part de l'UE.

⁹⁵ Poutine explique qu'à ses yeux, la disparition de l'URSS « *a été la plus grande catastrophe géopolitique du 20^{ème} siècle* » par le fait que, brusquement, près de 25 millions de Russes se sont retrouvés hors de leur Patrie. Soljenitsyne lui-même s'inquiète du sort de ces millions de concitoyens restés dans les anciennes républiques soviétiques et souvent montrés du doigt par les autochtones. Comment ne pas voir l'intégration eurasiatique, notamment son volet politico-militaire, comme un moyen de protéger, et d'instrumentaliser, cette population ?

⁹⁶ ILYINE Ivan, *Nos missions*, « *La tâche principale de la future Russie* ».

⁹⁷ BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier*, Bayard Editions, 1997.

Comme il l'a été rappelé plus tôt, le développement du vecteur eurasiatique de la politique étrangère russe est en partie lié à la dégradation des relations avec les Occidentaux. En effet, Selon J. Collins, dans *Grand Strategy* (1973)⁹⁸, la « grande stratégie » est « l'application de la puissance nationale en vue d'atteindre les objectifs de sécurité nationale en toutes circonstances », elle nécessite donc une vision du monde et des objectifs construits sur une identité propre. Or, dans ce cadre, le néo-eurasisme des élites russes traduit finalement moins un intérêt pour l'Asie que la réponse à ce que la Russie estime être une série d'humiliations venant de l'Occident. D'ailleurs, selon Ilyine, dont on dit qu'il a une grande influence sur le président Poutine, « qui aime la Russie doit lui souhaiter la liberté [...] son indépendance internationale et son autonomie »⁹⁹. Pour 50% des jeunes chercheurs russes¹⁰⁰, la Russie doit également poursuivre une stratégie de formation d'une sphère d'influence indépendante. Or, en 1999, les Etats-Unis ont défini une *Silk road Strategy* et l'UE a développé une stratégie de « route de la soie »¹⁰¹ afin de profiter des ressources de l'Asie centrale tout en développant l'indépendance économique des pays traversés... c'est à dire en contournant la Russie¹⁰². De même, les projets d'oléoducs Bakou-Tbilissi-Soupsa (1994) puis Bakou-Tbilissi-Ceyhan (1999) ont pour conséquence principale, si ce n'est pour objectif, de se passer de la Russie dans les flux d'hydrocarbures. En développant le poids économique et diplomatique de l'UEE, la Russie entend pouvoir s'affirmer davantage face aux pays Occidentaux. Pour l'heure, la Chine est un allié stratégique¹⁰³ et refuse donc d'appliquer les sanctions occidentales après la crise ukrainienne. Cependant, les Russes peuvent légitimement s'inquiéter de la fidélité chinoise à long terme. En effet, leur marché n'est pas suffisamment développé pour que la Chine se fâche avec les occidentaux¹⁰⁴ : le commerce chinois avec la Russie ne s'élève qu'à 95 Md USD contre plus de 500 Md USD avec les Etats-Unis¹⁰⁵. En 2008, Richard Haas affirmait que « la Russie [n'était] plus capable de proposer quoi que ce soit susceptible de plaire à quiconque. »¹⁰⁶ Or, la Russie propose un processus

⁹⁸ Cité par H. Coutau-Bégarie in *Dictionnaire de la Stratégie*, Paris PUF 2000, pages 270-271.

⁹⁹ ILYINE Ivan, *Nos missions*, « La liberté est indispensable à la Russie ».

¹⁰⁰ Sondage réalisé lors de la conférence des jeunes chercheurs à Moscou le 11 mars 2011, in VERNISHIN Alexander, *La Russie et le monde en 2030*, in *Géopolitique de la Russie*, Diplomatie n°5, *op.cit.*, pp 91-94.

¹⁰¹ Via le projet TRACECA : *Transport Corridor Europ Caucasus Asia*.

¹⁰² MARCHAND, *op.cit.*, page 57. Elle compense cependant avec la route chinoise de la soie qui la traverse.

¹⁰³ Pour la Russie, la coopération avec la Chine a cet avantage qu'elle est pragmatique, dénuée de facteurs idéologiques et politiques, au contraire des relations avec l'UE ou les Etats-Unis.

¹⁰⁴ La Chine n'a d'ailleurs pas reconnu la Crimée.

¹⁰⁵ BARYSHNIKOV Valentin, *Pobegut ot Rossii, kak ot chumy (On fuira la Russie comme la peste)*, Radio Svoboda, 8 septembre 2015.

¹⁰⁶ HAAS Richard, *The Unravelling : How to Respond To a Disorder World*, *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2008, in LOUKIANOV Fiodor, « La Russie, une puissance révisionniste ? » in *La Russie, une puissance faible ?* IFRI, coll. Politique étrangère, 2015, page 17.

d'intégration qui s'inscrit dans un tournant conservateur de sa politique qui, s'il plait aux droites européennes, plait encore davantage aux pays de la région Asie Pacifique. Pour Vladimir Poutine, « *le conservatisme s'appuie sur des valeurs traditionnelles mais reste [...] tourné vers le développement. [...] les conservateurs accumulent des ressources et des moyens financiers, et créent les conditions de la croissance économique* »¹⁰⁷. Cette orientation conservatrice s'accompagne en outre de la notion de « démocratie souveraine » qui garantit le droit souverain des Etats à l'indépendance vis-à-vis de toute ingérence extérieure en politique étrangère (à l'exception notable de l'Ukraine, visiblement...). Basée sur des valeurs conservatrices respectueuses des traditions culturelles locales et mettant en avant cette notion de démocratie souveraine, l'intégration eurasiatique doit ainsi permettre aux Etats qui en font le choix de se développer selon leur nature propre en se gardant le plus possible des influences extérieures. Pour Marlène Laruelle¹⁰⁸, le tournant conservateur ne vise donc pas à transformer la société russe mais à créer un nouvel espace dépolitisé et à améliorer l'image russe à l'international. En effet, la Russie est présente dans les grandes organisations non-occidentales : OCS, UEE, BRICS¹⁰⁹. Il s'agit, pour elle, de rendre impossible son isolement et, dans un monde multipolaire, de refuser le leadership occidental en montrant qu'elle est acceptée et soutenue hors de l'Occident. En ce sens, le sommet qui s'est tenu les 8 et 9 juillet 2015 à Oufa, en république russe de Bachkirie, est emblématique dans la mesure où il a hébergé les sommets des BRICS, de l'OCS mais également celui, plus informel, de l'UEE. De tous les pays présents, seule la Russie était membre des trois organisations. Faute d'être une puissance qui parle au monde, la Russie estime depuis les années 90 qu'elle ne peut rien obtenir par la voie diplomatique¹¹⁰ et qu'elle ne peut négocier d'égal à égal avec l'Occident qu'en redevant une puissance qui compte. Economiquement, l'UEE n'est pas compétitive, ou du moins ne peut rivaliser, avec les Etats-Unis, la Chine ou l'UE. Cependant, les Européens n'ont ni gouvernement supranational ni armée européenne. Ils ne sont donc en rien une puissance diplomatique et militaire majeure. *A contrario*, la Chine, qui développe ses forces armées, ne joue pour l'instant que le rôle d'une puissance régionale. L'Union économique

¹⁰⁷ Vladimir Poutine lors d'un entretien le 4 septembre 2013 avec Pervyy Kanal et l'agence Associated Press, in POLIAKOV Leonid, *Le « conservatisme » en Russie : instrument politique ou choix historique ?* Russie.Nei.Visions n° 90, 2015, page 7.

¹⁰⁸ LARUELLE Marlène, *Conservatism as the Kremlin's New toolkit : an ideology at the lowest cost*, Russian Analytical Digest n° 138, 8 novembre 2013.

¹⁰⁹ Réunissant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, le groupe des BRICS représente 40% de la population mondiale et 20% du PIB de la planète. La création d'une banque de développement en 2016 participe de sa volonté de contourner le FMI et de proposer une alternative au G7 et à l'ordre occidental.

¹¹⁰ "Les Russes [ont vu] leurs propositions systématiquement rejetées, quand elles [n'ont pas été] tout simplement ignorées". ROMER, *op.cit.*, page 72.

eurasiatique, couplée à l'Organisation du traité de sécurité collective, constitue donc l'un des moyens choisis par la Russie pour retrouver sur la scène internationale le poids économique et diplomatique qu'elle estime devoir être le sien.

Le développement de la politique eurasiatique du Kremlin, s'il semble évident aujourd'hui compte tenu de la géographie et de l'histoire, est en réalité récent et a non seulement été encouragé par la nécessité de développer l'économie régionale en trouvant de nouveaux marchés et en réduisant les coûts, mais également par les leçons tirées de la crise financière mondiale de 2008 et des sanctions occidentales consécutives à la crise ukrainienne de 2014. En effet, même si l'identité culturelle de la Russie, européenne, spécifique et unique ou asiatique est un vieux débat qui ne cessera jamais d'influer sur la politique du Kremlin, ce n'est pas une sensibilité eurasiatique de Moscou qui a nourri le processus d'intégration économique. Certes, le courant néo-eurasiste rencontre un réel écho depuis près de trente ans auprès d'une partie de l'élite intellectuelle du pays et semble légitimer un retour de l'empire, mais les intérêts de la Russie en Eurasie ne sont pas tant liés que cela aux philosophies eurasiastes. Ces références faussent donc en partie l'interprétation que nous pourrions avoir du vecteur eurasiatique de la politique étrangère russe : la Russie recherche avant tout des partenaires pour satisfaire des objectifs concrets et pragmatiques dans les domaines sécuritaires et économiques. Pour son développement, mais pas uniquement. Pour le Kazakhstan, par exemple, ce processus d'intégration économique doit permettre d'accélérer le développement du pays tout en se protégeant des appétits russes et chinois. Pour la Russie, en revanche, la recherche de développement sert surtout d'appui pour une ambition diplomatique à l'échelle mondiale. « *Celui qui ne regrette pas la destruction de l'Union soviétique n'a pas de cœur* » déclarait Vladimir Poutine en 2000. Mais de rajouter aussitôt « *et celui qui veut sa reconstruction à l'identique n'a pas de tête* »¹¹¹. Et, de fait, le processus d'intégration économique eurasiatique vise moins pour les Russes à restaurer un empire perdu que de se doter d'un pré-carré capable de soutenir leur économie et de constituer un levier de puissance sans s'encombrer des inconvénients de la gestion impériale. « *Le projet d'intégration [...] ne [leur] permet pas uniquement de [s']inscrire dans l'économie mondiale [...] mais de participer réellement au processus d'élaboration des décisions qui donnent les règles du jeu et définissent les contours du futur* »¹¹². La Russie souhaite donc retrouver son statut de puissance et redevenir un joueur qui pèse sur la scène internationale. Pour cela, elle doit se réaliser tout en se redéfinissant par rapport aux autres et en leur donnant certaines garanties. La Russie n'a pour l'instant que le potentiel d'une puissance régionale alors qu'elle souhaite pouvoir parler au monde. L'UEE doit ainsi lui permettre d'adosser son économie à un ensemble solide, condition désormais *sine qua non* d'une véritable indépendance. Cependant,

¹¹¹ Discours de Vladimir Poutine le 9 février 2000, in ELTCHANINOFF Michel, *op.cit.*, page 26.

¹¹² POUTINE Vladimir, *op.cit.*

cet ensemble solidaire de la Russie ne pourra réellement se concrétiser que si cette dernière bénéficie de la réputation d'un partenaire fiable et constructif et perd celle de puissance hégémonique, ce qui nécessitera un certain nombre de concessions de la part de Moscou. Le succès d'une coopération interrégionale, voire la constitution d'une zone de libre-échange avec des pays situés hors de l'espace post soviétique, doit *in fine* permettre à la Russie de redévelopper ses relations avec l'Occident en général, et avec l'UE en particulier. A travers l'OTSC, la Russie entend également participer de manière visible aux opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU. L'intégration eurasiatique, qu'elle soit économique ou militaire, constitue donc une tentative de la Russie de se redonner une image de leadership reconnu par la volonté non pas de substituer l'intégration eurasiatique, et en premier lieu l'UEE, au partenariat avec les Occidentaux mais par celle de diversifier ses ressources pour disposer d'un levier de puissance. En ce sens, les vecteurs eurasiatiques et européens ne sont donc pas exclusifs l'un de l'autre mais complémentaires pour servir les intérêts de Moscou.

Cependant, l'intégration eurasiatique n'est pas naturelle pour la Russie non plus. En effet, si la population est plutôt favorable à l'instauration d'une zone d'influence dans son « étranger proche », elle ne souhaite plus, en revanche, payer pour des populations pauvres qui pourraient retarder son développement. De plus, la liberté de mouvement des travailleurs ne manquera pas d'attirer en Russie une importante population immigrée qui risque de raviver des tensions communautaires alors que les sanctions économiques et la chute des cours du pétrole ont conduit l'économie russe à la récession. La Russie supportera-t-elle le fardeau économique que représentent le Tadjikistan, le Kirghizistan et, dans une moindre mesure, la Biélorussie ? Sera-t-elle capable d'attirer d'autres anciennes républiques dans l'Union ? Son projet d'assurer la stabilité sécuritaire en Asie centrale par le co-développement est-il viable face à la menace islamiste qui se développe ? Enfin, elle devra répondre à de nombreux défis à sa périphérie : exister aux côtés d'une Union européenne, certes en crise mais encore dynamique, résister à l'affirmation de la puissance chinoise, dissuader les Américains de porter encore davantage leur attention au Moyen-Orient, ne pas laisser les fondements idéologiques des courants eurasistes éclipser le pragmatisme économique et politique. La Russie risque d'être supplantée un jour par la Chine et même de se voir condamnée à la soutenir pour exister. Finalement, et ce n'est pas la moindre des interrogations face à tous ces défis, quel peut être le poids réel, et donc l'avenir, de cet ensemble gigantesque mais quasiment vide de population ?

Bibliographie

Ouvrages et revues :

- ALEXIEVITCH Svetlana, *La fin de l'homme rouge*, Actes Sud, 2013, 541 pages
- BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier*, Bayard Editions, 1997, 271 pages
- ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Solin/actes Sud, 2015, 171 pages
- GALSTYAN Garik, *Les intérêts géopolitiques russes dans la région caspienne*, Harmatan 2007, 436 pages
- LARUELLE Marlène, *La quête d'une identité impériale, le néo- Eurasisme dans la Russie Contemporaine*, Pétra, 2007, 316 pages
- MARCHAND Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie*, Autrement, 2012, 63 pages
- ROMER Jean-Christophe, *Russie-Europe : des malentendus paneuropéens*, Paris, L'Inventaire, 2015, 112 pages
- ROMER Jean-Christophe, *Géopolitique de la Russie*, Economica, 1999, 112 pages
- *Géopolitique de la Russie : vers un nouvel ordre mondial eurasiatique*, Diplomatie n°21, juin-juillet 2014, 96 pages
- *Géopolitique de la Russie*, Diplomatie n° 5, octobre novembre 2011, 96 pages

Documents spécialisés :

- KASSENOVA Nargis, *Kazakhstan and Eurasian Economic Integration: Quick Start, Mixed Results and Uncertain Future*. Russie.Nei.Reports n° 14, 2012, 31 pages
- LARUELLE Marlène, *Le néo- Eurasisme russe : l'empire après l'empire ?*, Cahiers du monde russe 2001/1 (volume 42), pp 71-94
- POUTINE Vladimir, *Novyy integratsionnyi proekt dlya Evrazii – buduchtchee, kotoroe rozhdaetsya segodnya (Nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie, un futur qui naît aujourd'hui)*, Izvestia, 3 octobre 2011
- SLASKI B. et DREYFUS E., *Quelle union eurasiatique ?* Diploweb, 30 janvier 2014, 41 pages
- TIMOFEEV Ivan et ALEKSEENKOVA Elena, *L'Eurasie dans la politique étrangère russe : intérêts, opportunités, contraintes*, Russie.Nei.Visions n° 89, 2015, 24 pages
- *Evraziiskaya ekonomicheskaya integratsiya : tsifry i fakty (L'intégration économique eurasiatique : chiffres et faits)*, Commission de l'Union eurasiatique, 1^{er} semestre 2015, 31 pages

- *Evraziiskii ekonomicheskii soyuz : voprosy i otvety, tsifry i fakty (L'union économique eurasiatique : questions et réponses, chiffres et faits)*, Commission de l'Union eurasiatique, 8 octobre 2014, 216 pages

Articles :

- BARYSHNIKOV Valentin, *Pobegut ot Rossii, kak ot chumy (On fuira la Russie comme la peste)*, Radio Svoboda, 8 septembre 2015
- CHAUVIER Jean-Marie, *Eurasie, le « choc des civilisations » version russe*, Le Monde diplomatique n°722, mai 2014, pages 8 et 9
- FIORINA Jean-François, « *Eurasie, avenir de l'Europe ?* » in *Comprendre les enjeux stratégiques*, n°130, 3 avril 2014, 3 pages
- GENTE Régis, *Le Kazakhstan ou la géopolitique de l'eurasisme*, Le Monde diplomatique n°680, novembre 2010, pages I-II
- GOMART Thomas, *Russie : de la « grande stratégie » à la « guerre limitée »* in *La Russie, une puissance faible ?* IFRI, coll. Politique étrangère, 2015, pp 25-38
- JEGO Marie, *L'héroïne gangrène la Russie*, Le Monde, 14 octobre 2010
- LAMBERT Michael, *L'Union eurasiatique, un sérieux concurrent pour l'Union européenne ?* Le journal international, 14 juin 2014
- LATSA Alexandre, *Union européenne et Union eurasiatique: perspectives*, 30 juillet 2015
- LOUKIANOV Fiodor, « *La Russie, une puissance révisionniste ?* » in *La Russie, une puissance faible ?* IFRI, coll. Politique étrangère, 2015, pp 11-24
- LOUKIANOV Fiodor, *Un héritage impérial nommé Eurasie* pour Gazeta.ru, Courrier International, décembre 2011, page 19
- POLIAKOV Leonid, *Le « conservatisme » en Russie : instrument politique ou choix historique ?* Russie.Nei.Visions n° 90, 2015, 21 pages
- POMPONNE Muriel, *Douguine, nationaliste russe conservateur, idéologue du pouvoir*, RFI, 2 juillet 2014
- SHIKHATOVA Rusina, *Evraziiskii ekonomicheskii soyuz : sostoyanie na segodnya (L'union économique eurasiatique : état des lieux)*, Le courrier de Russie, 21 avril 2015
- TROUDES Gilles, *Les enjeux idéologiques et géopolitiques de l'Eurasie*, Eurasie Express, 23 février 2015

- TKATCHENKO Stanislav, *L'Union eurasiennne est modelée sur l'UE et non l'URSS*, La Russie d'Aujourd'hui, 10 février 2014
- *Poutine notre nouvel ami*, Le Point n° 2256 du 3 décembre 2015, pp 50-88
- *Russie : l'enfer de la blanche*. Reportage d'Arte, 2 juillet 2010
- *OTSC – CEEA : le président ouzbek prône la fusion des deux organisations*, RIA-Novosti, 6 juin 2008 in Sputniknews.com
- *Douguine et l'idéologie eurasiste*, altd